

Les subsides

M. Wilson: Le député qui vient de dire que je le serai toujours est bien le dernier à la Chambre qui devrait dire cela.

Les capitaux qui ont fui le Canada par suite de cette politique sont des capitaux actifs, monsieur l'Orateur, des capitaux qui témoignent d'un esprit d'initiative, des capitaux qui contribuent à créer des emplois et à faire croître le pays. Les investisseurs qui viennent maintenant placer leur argent au Canada recherchent des taux d'intérêt élevés, un compte de banque ou une obligation gouvernementale qui paient très bien—quelque chose de raisonnablement sûr. Il ne s'agit pas là de capitaux créateurs, mais bien de capitaux passifs. C'est ce que j'appelle l'argent des veuves et des orphelins. Nous laissons partir les capitaux qui contribuent à construire le pays et nous accueillons en retour des capitaux pour lesquels on ne recherche qu'un taux d'intérêt élevé et qui disparaîtront dès que celui-ci baissera.

Nous perdons les capitaux qui créent des emplois, ce qui est malheureux à un moment où nous comptons 1,100,000 chômeurs. Le parti conservateur préconise depuis un certain temps un changement de politique au Canada pour ramener ces capitaux chez nous. Je vous rappelle, monsieur l'Orateur, que les capitaux qui sortent du pays ne sont pas des capitaux étrangers qui sont rapatriés, mais des capitaux d'investisseurs canadiens qui n'apprécient pas ce qui se passe ici.

Il nous faut changer certains des éléments désastreux du Programme énergétique national et du budget de même que certains aspects de l'Agence d'examen de l'investissement étranger qui effarouchent les capitaux étrangers. Les membres de notre groupe ont toujours soutenu la nécessité d'une agence de surveillance, mais il existe une manière d'appliquer cette politique qui permettra aux étrangers de se sentir bienvenus ici et les incitera à investir chez nous. Nous devrions encourager l'entrée de capitaux étrangers, car ils contribueront à bâtir une société meilleure pour tout le monde. Voilà l'orientation que nous devrions prendre aujourd'hui. Nous devrions créer un climat sain qui encourage le secteur privé de l'économie. Le gouvernement du Canada devrait appliquer une politique positive au lieu de se livrer à une politique d'intervention et de réglementation massives, qui a été la marque du gouvernement actuel et qui serait sensiblement renforcée si l'on mettait en pratique les idées formulées aujourd'hui par le Nouveau parti démocratique.

Ce parti ne comprend pas le problème, monsieur l'Orateur, comme on a pu parfaitement s'en rendre compte aujourd'hui en écoutant son critique financier. Le gouvernement libéral a révélé par sa politique qu'il ne comprend rien. De nombreux problèmes auxquels nous nous heurtons actuellement sont imputables à des mesures mises en vigueur depuis 10 ou 15 ans. Ces mesures ont provoqué un chômage et des taux d'intérêts élevés ainsi qu'une sortie de capitaux sans précédent. Il faut que cela change.

● (1430)

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de participer au débat.

M. Bosley: Levez-vous.

M. Smith: Je constate que le député de Don Valley-Ouest (M. Bosley) a encore la voix forte. Je suis heureux de participer au débat sur la motion néo-démocrate. J'avais cru tout

d'abord qu'on me ferait part de certaines solutions et qu'on m'ouvrirait les yeux, mais je regrette de dire qu'après avoir entendu le NPD aujourd'hui, je n'ai été nullement éclairé et je ne connais aucune nouvelle solution. Les remarques les plus perspicaces, les plus succinctes et les plus justes ont été faites aujourd'hui par le ministre des Finances (M. MacEachen).

La motion néo-démocrate critique les taux d'intérêt élevés au Canada qui provoquent un chômage aigu et de nombreuses faillites et sapent la confiance du consommateur et des investisseurs. Les membres de ce parti abordent la situation munis d'une baguette magique. Ils pensent pouvoir régler automatiquement et rapidement tous les problèmes. Toutefois, quand il s'agit de trouver des solutions. Nous entendons quelques murmures au sujet d'une productivité accrue et c'est tout. Nous n'avons entendu aucune analyse ni aucun pronostic du véritable problème qui se pose actuellement au Canada, soit l'inflation.

Après avoir entendu parler aujourd'hui le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), on a l'impression que, chaque matin, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada se livrent à des manigances pour créer des difficultés aux Canadiens. C'est l'impression que nous laisse l'intervention du député. On se rend vite compte, en écoutant leurs commentaires, que les députés néo-démocrates sont contre les taux d'intérêt élevés. Qu'y a-t-il d'étonnant à cela? Je ne connais personne qui soit en faveur sauf peut-être quelques richards qui ont beaucoup d'argent à prêter.

Quelles solutions propose le député? Nous avons vaguement entendu parler d'augmenter la productivité, mais nous ne savons pas vraiment ce que le député entendait par là. Veut-il dire que le même nombre de travailleurs devraient produire davantage de produits qui ne se vendront pas? Je ne sais pas très bien ce qu'il veut dire. S'il ne nous explique pas mieux ce qu'il a à l'esprit, je ne vois là aucune solution. A aucun moment il n'a parlé des problèmes qui surgiraient si le gouvernement disait effectivement à la Banque du Canada de réduire artificiellement les taux d'intérêt au Canada. Ce serait bien, mais le député croit-il vraiment qu'une telle politique serait avantageuse pour les Canadiens?

J'ai l'impression qu'il a oublié un principe fondamental: il ne saurait y avoir d'emprunteur s'il n'y a pas de prêteur. En règle générale, les gens qui prêtent de l'argent tiennent à le prêter à ceux qui leur verseront les plus forts intérêts. Le député semble avoir oublié que la nature humaine étant ce qu'elle est, ces gens-là sortiraient leurs capitaux du Canada et iraient les investir ailleurs s'ils pouvaient en escompter davantage de profits. A-t-il parlé de cela? Non, il n'en a pas parlé. Pense-t-il que c'est là ce qui arriverait? Pense-t-il, si les taux d'intérêt étaient de 5 p. 100 plus élevés aux États-Unis qu'au Canada, que les Canadiens n'exporteraient pas leurs capitaux?

M. Benjamin: Que le gouvernement les en empêche!

M. Smith: Le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) pourra prendre la parole à son tour, et je ne l'interromprai pas. Le député de Kamloops-Shuswap croit-il sincèrement que si les Canadiens pouvaient toucher 5 p. 100 de plus aux États-Unis, ils n'y investiraient pas leur argent? Qu'arrive-il lorsque les capitaux émigrent? A-t-il seulement réfléchi à ce problème? Non, il n'y a sûrement pas réfléchi. Le dollar canadien perdrait-il de sa valeur?